



Lettre ouverte des organisations syndicales du CSA de l'Académie de Nantes à Mme la Rectrice

Nantes, le 18/01/2024,

Madame la Rectrice,

Les organisations syndicales du CSA de l'académie de Nantes souhaitent s'adresser à vous solennellement pour signifier leur colère, devant les propos méprisants et calomnieux sur l'école publique tenus par la nouvelle Ministre de l'Éducation nationale, qui ont choqué les personnels. Nous ne pouvons accepter le mépris affiché pour le service public et pour le travail de tous ses personnels qui portent quotidiennement l'exigence de l'école républicaine auprès de tous-tes les élèves.

Non seulement le taux d'absence est faible dans notre profession, mais le manque de remplaçant-es titulaires, formé-es, est lié à la politique de la majorité qui ne cesse de retirer des moyens à l'École. Faut-il rappeler à Mme la Ministre le triste bilan de l'action de ses prédécesseurs en termes de suppressions de postes ainsi que le projet pour la rentrée de supprimer encore 650 équivalents temps pleins ?

La situation de baisse démographique qui pourrait permettre un investissement durable en faveur de l'école est aujourd'hui, au contraire, un prétexte à l'accélération des suppressions de postes.

Ainsi dans l'académie de Nantes, à la rentrée 2024, en application de cette politique nationale, vous décidez de supprimer, Madame la Rectrice, 92 équivalents temps plein dans le premier degré, et 73 dans le second degré, dont 10 qui étaient dédiés aux remplacements ! Et tous les départements vont perdre des moyens d'enseignement !

Comment pourrions-nous accepter de telles mesures ?

Dans l'attente d'une réaction publique forte et nécessaire de votre part Madame la Rectrice, nous vous annonçons que nous ne siégerons pas aujourd'hui en CSA.

Nos organisations syndicales continuent à exiger l'arrêt des suppressions de postes massives qui vont fortement dégrader les conditions d'enseignement des professeur-es et les conditions d'apprentissage des élèves, notamment les plus fragiles, et le rétablissement des postes supprimés depuis de nombreuses années de l'école maternelle aux formations post-bac. Elles vous demandent également de faire remonter leur demande de revoir la réforme de la voie professionnelle et de ne pas mettre en œuvre les mesures prévues par « le Choc des savoirs ».

Veuillez croire, Mme la Rectrice, en notre attachement profond au service public d'éducation.

Pour la FNEC-FP FO,

Lucie Vivion

Pour la FSU,

Valérie Justum

Pour la CGT Educ'Action,

Pour Sud Éducation,

Pour Sud Éducation,

Pour l'UNSA Éducation,

Anne LASNE

Pour le Sgen-CFDT,

Gwenaél Le Guével